

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St-Étienne

St-Étienne, le 27/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 22/01/2025
Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RECYCLAGES DECHETS SERVICES
La Peronnière - 8, rue de la Libération
42152 L'Horme

Références : UID4243-DSSP-025-030
Code AIOT : 0006104968

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2025 dans l'établissement RECYCLAGES DECHETS SERVICES implanté La Péronnière 8, rue de la Libération 42152 L'Horme. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RECYCLAGES DECHETS SERVICES
- La Péronnière 8, rue de la Libération 42152 L'Horme
- Code AIOT : 0006104968
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RDS L'Horme exerce une activité de récupération et de tri des déchets industriels banals (papiers, cartons, matières plastiques, métaux, gravats, bois). Les déchets, après tri, sont compactés et envoyés vers une filière de valorisation. Les refus de tri sont dirigés vers une filière d'élimination.

A ce titre, l'exploitation est classée :

- **2791-1**, traitement des déchets non dangereux, (A) 600t/j,
- **2794-1**, broyage de déchets végétaux non dangereux, (E) 135t/j,
- **2713-1**, transit, regroupement, tri en vue de la réutilisation de métaux non dangereux (E) 3000m²,
- **2714-1**, transit, regroupement, tri en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textile, bois (E) 10 800m³,

Le site est réglementé par l'**arrêté préfectoral du 02/04/1999** portant autorisation d'exploiter, et abrogeant l'arrêté du 29/01/87. Par ailleurs, des prescriptions ont été ultérieurement modifiées et complétées par les trois **arrêtés préfectoraux complémentaires (APC)** du :

- **10/07/2007** (art.I : 1 et 2, art.II : 6.2.1 et 6.3.2, art.III : 1.1 et 1.4.1 2eme alinéa),
- 18/05/2011 (mise à jour des rubriques autorisées art.1) - abrogé par l'APC suivant,
- **27/05/2019** (mise à jour des rubriques autorisées art.1),

Les prescriptions des arrêtés ministériels suivants sont également applicables :

- du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation, notamment au titre de la rubrique 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des ICPE,
- du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois).

Deux arrêtés préfectoraux de mise en demeure ont été établis :

- **le 13/08/2009** concernant les non-conformités aux prescriptions suivantes ; plan des réseaux de collecte des effluents, voies de circulation, déchets, aires de réception et de tri, propreté du site, contrôle des poussières, liquides inflammables, implantation des installations, stockage, imperméabilisation, broyage, protection coupe-feu, mesure du niveau de bruit,
=> l'ensemble des non-conformités relevées ont été levées, ceci est confirmé dans le rapport de visite du 21 juillet 2011.

- **le 05/09/2022** concernant la rétention des eaux d'extinction incendie (art.4.6.1)

=> la dernière visite d'inspection du 22/01/25, objet du présent rapport, a permis de récolter les actions correctives menées et de lever l'arrêté de mise en demeure.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention des pollutions accidentelles : rétentions produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 4.6.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	15 jours
3	Plan des réseaux de collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 4.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 4.6.1 de l'article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Rejet des effluents - dispositif de traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Mesures périodiques des rejets d'effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en œuvre des moyens afin de respecter la prescription concernant la rétention des eaux d'extinction incendie. Cette dernière est respectée, par conséquent l'inspection propose de lever la mise en demeure du 05/09/2022.

L'inspection a constaté que l'entreprise a bien commencé à mettre en place des systèmes de rétention pour le stockage des produits chimiques afin de prévenir les pollutions accidentelles. Cependant, certaines cuves placées sur des palettes en bois, ne sont pas encore équipées de ces dispositifs.

Le plan des réseaux, pourtant attendu depuis le 24/09/24, n'est toujours pas finalisé en raison de la complexité du site et des investigations en cours. Des erreurs ont été identifiées dans les plans initiaux, nécessitant des travaux complémentaires pour établir une représentation précise du réseau.

L'exploitant est en règle concernant l'entretien du dispositif de traitement des effluents et les résultats des analyses d'eaux pluviales sont conformes aux normes. La surveillance annuelle des effluents se poursuivra, avec une transmission de l'information à l'inspection en cas de dépassement des valeurs limites.

Demandes de l'inspection à l'exploitant :

- **Demande 1 :** Mettre en place les rétentions des produits chimiques de manière exhaustive.
- **Demande 2 :** Mettre à jour le plan des réseaux de collecte de manière exhaustive et conforme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 4.6.1 de l'article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 16/01/2025
Prescription contrôlée : <p>Les dispositions appropriées sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu récepteur.</p>
Constats : <p><u>Avancée sur le projet en lien avec le rachat du site adjacent (anciennement Haulotte) :</u></p> <p>L'exploitant expose son projet pour l'ensemble du site à l'horizon 2028.</p> <p>L'inspection précise qu'il serait nécessaire de collaborer en amont afin de déterminer notamment la procédure administrative ICPE à suivre et de préparer de manière la plus exhaustive possible la prévention de la protection de l'environnement.</p> <p>L'exploitant prévoit d'étudier une solution de rétention des eaux d'extinction incendie globale dans le cadre de ce projet dont il souhaiterait le démarrage dans 3 ans.</p> <p><u>Pour la solution proposée à titre temporaire :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• L'exploitant transmet un justificatif de calcul des capacités de rétention avancées : l'exploitant a mené une campagne de relevés topographiques. Ces derniers indiquent une capacité de rétention de 1335m³ du site sous conditions de mise en œuvre de batardeaux, de murets étanchéifiés et vannes d'obturations dont l'inspection constate la mise en œuvre lors de la visite du 22/01/2025 ;• Une étude de dangers de 2019 indique une nécessité de 1220m³ de besoins en eaux d'extinction incendie. La rétention prévue dispose d'une capacité suffisante. L'exploitant a élaboré et mis à jour une procédure incendie dans laquelle est prévue la mise en œuvre du système de rétention des eaux d'extinction retenu de manière temporaire.• L'inspection a pu vérifier le repérage physique et documentaire des points de rejet pertinents pour la mise en place de l'obturateur et la fermeture des vannes. La peinture rouge au sol semble toutefois ne pas être robuste dans le temps. Une indication de ces points clés au mur le plus proche serait pertinente.• L'inspection constate la mise en œuvre de moyens pour l'étanchéité des murets fixes dans le cadre du système de rétention proposé.• Un programme de formation du personnel : Il a été mis en œuvre fin 2024. L'exploitant indique que tout le personnel a été formé. Il est prévu de manière semestrielle, en alternance, un rappel aux consignes puis des exercices incendie. Il signale aussi que le turnover est faible dans l'équipe. <p>La prescription précitée est respectée, par conséquent l'inspection propose de lever la mise en demeure du 05/09/2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles : rétentions produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 4.6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, rétentions produits chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 16/01/2025
Prescription contrôlée : <p>Les unités, parties d'unité, stockages fixes ou mobiles à poste fixe ainsi que les aires de transvasement de produits dangereux ou insalubres devront être équipés de capacités de rétention dont le volume utile devra être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % du plus grand réservoir ou appareil associé,- 50 % de la quantité globale des réservoirs ou appareils associés, <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.</p>
Constats : <p>Les rétentions nécessaires ont en bonne partie été mises en œuvre cependant pas de manière exhaustive. En effet, il demeure des cuves surélevées par un empilement de palettes bois. L'exploitant indique qu'il a déjà prévu les moyens de rétention adéquats mais qu'il souhaite mettre en œuvre un moyen robuste et stable pour surélever ce stockage.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande 1 :</u> Mettre en place les rétentions de manière exhaustive.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Plan des réseaux de collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 16/01/2025
Prescription contrôlée : <p>Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, ... doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p><u>Aussi, à titre informatif afin de disposer d'un plan le plus exhaustif possible, les points de contrôles de l'inspection sont axés sur :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- <u>la mise à disposition du plan des réseaux ;</u>- <u>son exhaustivité :</u>* l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;* les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) ;* les secteurs collectés et les réseaux associés : distinction des réseaux de collecte par types d'effluent (eaux pluviales de ruissellement voiries, eaux pluviales de toiture, eaux sanitaire) ;* les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;* les ouvrages d'épuration interne (séparateurs d'hydrocarbures),* les points de rejet des différents réseaux (milieu naturel ou station d'épuration),* les points de prélèvement pour les analyses,- <u>sa date de dernière mise à jour, qui doit être cohérente avec les dernières modifications apportées sur l'établissement,</u>- <u>sa cohérence/exactitude par sondage lors de la visite terrain.</u>
Constats : <p>Le plan des réseaux devait être rendu le 24/09/24 par la société mandatée par l'exploitant. Les investigations sont encore en cours le jour de la visite. L'inspection constate la présence d'une fouille.</p> <p>L'exploitant indique que cette mise à jour est la bienvenue dans le cadre de son projet global (cf constat n°1).</p> <p>Le site est ancien et a été scindé en deux pendant un certain temps ce qui crée aujourd'hui des incertitudes sur le réseau.</p> <p>L'exploitant reprend étape par étape les plans fournis par les topographes qui, n'ayant pas fait d'investigations souterraines, comporte des erreurs.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p><u>Demande 2 :</u></p> <p>Mettre à jour le plan des réseaux de collecte de manière exhaustive et conforme.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Rejet des effluents - dispositif de traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, dispositif de traitement des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 15/01/2025
Prescription contrôlée : <p>Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>L'exploitant fourni le bordereau de suivi de déchet justificatif de l'entretien annuel du dispositif de traitement des effluents. Il précise la quantité réelle précisée par le prestataire à réception de ce dernier.</p> <p><u>Identification du site émetteur :</u> RAISON SOCIALE : RECYCLAGES DECHETS SERVICES -GROUPE RDS (RDS)Adresse complète : 9 RUE DE LA LIBERATION 27 RUE D'ONZION(MEME BATIMENT) 42152 L'HORME</p> <p><u>Date de présentation :</u> 19/06/2024 <u>Date de prise en charge :</u> 30/07/2024 <u>Quantité présentée nette :</u> 10.14 tonne(s)</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures périodiques des rejets d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, fréquence d'analyse des rejets d'effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 15/01/2025
Prescription contrôlée : <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.</p>
Constats : <p>Pour la surveillance annuelle, il n'y a pas de cadre de surveillance créé sur GIDAF. Après vérification de l'inspection, l'arrêté ministériel susnommé n'impose pas de transmission automatique. Les résultats doivent être transmis uniquement dans le cadre d'une demande de l'inspection.</p> <p>Pour les futures campagnes de mesure, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre systématiquement les résultats en cas de non-conformité avec les actions correctives à mettre en œuvre ou celles déjà menées.</p> <p><u>Point des résultats d'analyse PFAS :</u> Ils ont été publiés sous GIDAF.</p> <p><u>Point sur les résultats de la campagne d'analyse menée en 2024 :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- Identification du point de prélèvement : en sortie de séparateur d'hydrocarbures.- Identification du milieu de récepteur : milieu naturel- L'exploitant indique les concentrations en MES obtenus pour les analyses de juillet, août et septembre 2024 dans le cadre de l'analyse des PFAS. Ces dernières sont conformes aux Valeurs Limite d'Émission (VLE) prévues dans l'arrêté ministériel du 06/06/18 susnommé. <p>Après vérification de l'inspection, il apparaît que la DCO respecte également les VLE pour les 3 analyses menées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite